Masquer la compétition sociale ne l'efface pas

Les entretiens de cette rubrique ont été réalisés par Alain Becker

Stéphane Bonnéry* *élucide les processus à l'œuvre dans l'école, à l'origine de l'échec. Il parle de délit d'initiés qui joue contre la majorité des élèves.*

●●●

Y a-t-il ou non compétition scolaire dans l'école française ? Si oui, quelle forme prend-elle ?

Oui, mais il faut bien préciser de quoi on parle et le contextualiser sinon, on donne plusieurs sens au mot compétition, en faisant comme si tout était de même nature.
Mes travaux de recherche me conduisent à penser que la plus ravageuse des compétitions est la compétition sociale à l'œuvre dans l'école. Celle qui entraîne des concurrences entre élèves à propos de leurs acquisitions et de leur réussite.
Jusqu'aux années 50, l'école était très peu « compétitive ». Le lycée accueillait les enfants de la bourgeoisie, le primaire et le « technique » scolarisaient les familles populaires. À chaque classe sociale son école ! La sélection avait lieu avant la scolarité. La compétition n'existait que marginalement et entre les boursiers et la majorité des élèves du lycée, voire dans l'école primaire pour l'accès aux bourses.
Les choses ont changé, avec le compromis gaulliste qui tournait autour d'un double jeu, une démocratisation d'accès au secondaire mais beaucoup de sélection. L'affichage « méritocratie et égalité des chances, ascenseur social » a masqué la persistance des classes sociales : en droit c'est « à chacun sa chance ». L'école est ainsi devenue un lieu de compétition pour l'obtention d'une future place dans la société par le biais des diplômes. La sélection sociale ne se réalise plus seulement avant l'entrée dans des formations élitistes, mais surtout à l'intérieur des formations.

L'acquisition inégale des savoirs est le principal vecteur de la compétition sociale. Je ne citerai pas les chiffres qui montrent que toutes les classes sociales voient leurs enfants étudier plus longtemps et acquérir plus de savoirs que les générations précédentes alors même que les écarts de réussite, selon l'origine sociale, sont maintenus. L'école n'est donc pas « libératrice » ou « reproductrice » mais les deux à la fois.

●●●

Comment se traduit cette compétition dans les classes ?

C'est l'objet de mes recherches, déjà publiées [1] ou en cours [2]. Les inégalités d'apprentissage se réalisent dans les « dispositifs pédagogiques », par la façon d'enseigner « type » qui se retrouve dans la plupart des classes (par l'influence d'injonctions officielles, de manuels, des formations initiales d'enseignant, des modèles sociaux de l'enfance et de l'apprentissage…) Les enseignants ne sont pas « coupables » de ce constat, ni les élèves ni leurs familles mais ils ont tous une part de responsabilité variable.

La plus ravageuse des compétitions est la compétition sociale à l'œuvre dans l'école

Schématiquement, ces dispositifs participent à la compétition sociale, de deux façons.
D'abord, en ne transmettant pas ce qui est nécessaire à l'appropriation des savoirs, tant c'est évident socialement quand on a fait des études longues et que l'on a été conditionné par la société à penser que l'élève normal, c'est celui qui partage spontanément les évidences scolaires. Par exemple, une minorité d'élèves sait que lorsque l'enseignant pose une question, le plus important n'est pas de répondre, mais que les élèves se posent eux-mêmes la question, et que les réponses successives de la classe, selon ce que l'enseignant prélève pour ré-aiguiller progressivement la discussion, sont censées représenter un cheminement de la pensée qu'en théorie chaque élève doit suivre… Mais c'est possible seulement si l'on sait ce qu'est un cours dialogué, alors que l'école ne l'explique jamais. Certains élèves sont dans le « délit d'initié de la culture scolaire » : leur socialisation familiale leur a transmis que tout échange avec l'adulte du monde scolaire vise un savoir complexe à découvrir. Alors que d'autres croient que le but est d'être félicité pour avoir trouvé « juste » à une seule de ces questions. Ces derniers sont souvent considérés dans l'institution comme des élèves à problème, parce qu'ils ne maîtrisent pas avant l'école la forme scolaire de socialisation [3] : c'est l'idéologie fallacieuse du « handicap socioculturel ». Au lieu de considérer que l'école doit enseigner à tous la culture commune, même si une minorité sera conduite à « réviser » ce qu'elle sait déjà.
D'après les statistiques de la DEPP, au collège le parent référent, en général le plus diplômé, est dans 54 % des cas ouvrier, employé ou sans activité, donc rarement muni d'un diplôme supérieur au BEP. Cela veut dire que la majorité des élèves n'est pas dans la connivence, ils n'ont que l' école pour apprendre l'école.
Aujourd'hui le modèle implicite d'élève qui pilote les dispositifs pédagogiques ne correspond pas à la majorité des enfants : il y a trop

* Maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris 8.

de non-dits. Aux familles de combler les manques d'explicitation, ou aux enseignants qui sont suffisamment armés individuellement, de dépasser les contradictions qui pèsent sur eux. D'où leur culpabilité. Trop souvent, ils se sentent impuissants à expliciter ce qui serait nécessaire à l'apprentissage.
Faute de bons outils, c'est l'emprise de la société sur l'école. Alors que le conservatisme d'autrefois assumait clairement la coupure de la société en classes sociales inégales, le libéralisme vante la compétition sociale sous le slogan « à chacun sa chance »... tout en créant les conditions pour une compétition inégale.
Une deuxième façon d'alimenter la compétition sociale prend corps dans les dispositifs pédagogiques quand ceux-ci organisent des contrats didactiques différenciés, sous le prétexte « à chacun son rythme », ou « à chacun ses objectifs ». Là, la concurrence est faussée non pas passivement par les non-dits, mais activement, par le renoncement à donner à tous la même chose.
Les soi-disant « compétences individuelles » ne sont que la manifestation d'acquisitions précédentes, qui, lorsque l'école ne les prend pas entièrement en charge, renvoient à ce que la famille a pu transmettre.

●●●

Peut-on éviter la compétition sociale et les inégalités ? Si oui, comment ?

Je suis très dubitatif vis-à-vis de certains des discours « anti-compétitifs ». Dans mes observations, j'ai vu trop d'enseignants convaincus de cette idéologie non-compétitive, mais qui, dans la pratique, restent prisonniers de la logique de compétition sociale. Regardons quelques biais par lesquels cela se traduit.
Masquer la compétition sociale dans la classe ne l'empêche pas. Par exemple quand on individualise les contrats didactiques, la pédagogie pour éviter les comparaisons entre élèves. Il ne suffit pas de faire coopérer les élèves pour éviter la mise en concurrence sociale. Bien sûr, en faisant « comme si » tout le monde avait la même activité intellectuelle en travaillant ensemble, on opacifie la valorisation inégale des élèves. Or, nos recherches montrent que sans intervention, dans ces cas, les élèves se répartissent implicitement le travail, les uns étant sur les tâches, les autres sur l'activité qui fait le lien entre les tâches et les savoirs.
Idem, il y a des dérives à la « pédagogie de la réussite », les uns sont félicités pour avoir compris ou réalisé, les autres pour avoir « participé ». Combattre les inégalités, ce n'est ni nier ni minorer l'erreur. Cette posture compassionnelle reste dans l'idée que l'erreur n'est pas normale, que les élèves comprennent spontanément ! Au contraire, faire de l'erreur et de sa rectification un enjeu de la classe, c'est montrer qu'on est tous là pour apprendre, progresser, et si au final

La concurence est faussée non pas passivement par les non-dits, mais activement, par le renoncement à donner à tous la même chose

tout le monde a appris, la concurrence est annihilée plus que si on efface seulement les verdicts scolaires.
L'effacement apparent des écarts ne combat pas les inégalités d'apprentissage. Cela produit un effet de leurre que les élèves paient plus tard quand ils se rendent compte qu'ils n'arrivent pas à suivre « réellement » l'activité scolaire, théorique, technique, pratique que l'enseignement sollicite. La majorité des enfants est d'origine populaire. On ne les protège pas en leur cachant par compassion le gros effort qu'ils ont à fournir pour atteindre, au regard de leurs acquis, le niveau culturel attendu par l'école.
L'école ne peut s'abstraire d'une société structurée par les inégalités sociales. La meilleure des oppositions à la compétition sociale, c'est d'armer tous les enfants pour cette vie là, en leur transmettant tout ce qui est indispensable, avec le moins d'implicite [4] possible.

●●●

Dans ce contexte, comment voyez-vous l'EPS ?

L'EPS est à l'école... Théoriquement elle participe du système. Mais il faut l'observer avec attention. Je suis très dubitatif sur la critique des APS. Elles produiraient de l'émulation, de la confrontation, de l'adversité. Comme si des activités « sans opposition » n'étaient pas le lieu d'une compétition sociale, pour le coup beaucoup plus féroce !
Par exemple, les randonnées en classe verte sont souvent faites sous le label « EPS », et il est fréquent que les équipes bannissent de cette pratique l'aspect proprement sportif, compétitif, au profit de l'intérêt de la combinaison entre « l'activité physique » et l'activité « géographico-écolo poético-contemplative » de l'environnement (par ailleurs légitime). Souvent, les valeurs et pratiques qui lui sont liées ne sont pas enseignées, elles iraient de soi... Cette activité en apparence « non-compétitive », diffusée sur le mode de l'évidence, de la connivence sociale, participe de fait à la relégation des élèves, en particulier populaires, qui n'en partagent pas spontanément le sens.
Le marquage social entre les « initiés » et les autres dans ce type de pédagogie est me semble-t-il encore plus violent que des formes de compétition réglées qui ne sont ni « sociales » ni implicites car elles sont au cœur explicite de l'activité d'opposition en sport.
Très sincèrement, je m'interroge. Le mépris pour les sports d'opposition, ne véhicule-t-il pas une disqualification des activités, des valeurs présentes dans les classes populaires (force, vitesse, endurance, goût du risque, débrouillardise, etc. ?).Autrement dit, en EPS comme ailleurs, il me semble préférable de s'attaquer à la vraie compétition, celle que la société inégale essaie d'imposer à l'école ❑

1 Stéphane Bonnéry, *Comprendre l'échec scolaire. Élèves en difficultés et dispositifs pédagogiques*, Paris, La Dispute, 2007.
2 Dans l'équipe ESSI-ESCOL et le réseau de chercheurs RESEIDA qui regroupe des sociologues, des didacticiens et des chercheurs en Sciences de l'éducation).
3 Guy Vincent, Bernard Lahire et Daniel Thin, *« Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire »*, in Guy Vincent (dir.), L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles, PUL, Lyon, 1994.
4 Cf. l'appel à une pédagogie rationnelle dans le conclusion de : Pierrre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers,* Paris, éd. Minuit, 1964.